

AUTEURS	Cabinet Brun Cessac – Mission de prestation pour l’Association des Centrales Villageoises dans le cadre du projet Interreg France Suisse BOUCL’ENER		
Date	Juillet 2025	VERSION	V1
Statut outil	Réservé aux adhérents des réseaux Centrales Villageoises et Energie Partagée	Document interne	
Conditions d’utilisation	Ce document est réservé à la seule utilisation des collectifs des réseau Centrales Villageoises et Energie Partagée. Il ne doit pas être diffusé et ne doit pas faire l'objet d'une activité commerciale. Toute proposition d'amélioration ou de correctif est la bienvenue à l'adresse association@centralesvillageoises.fr		

GUIDE OPERATIONNEL

FOURNITURE POUR LA VENTE D'ELECTRICITE DANS UNE OPERATION D'AUTOCONSOMMATION COLLECTIVE

V1 – Juillet 2025

Rappel du cahier des charges

L'objet de ce guide opérationnel a pour objectif d'approfondir le cas où une collectivité souhaite :

- Acheter à une société citoyenne l'électricité que celle-ci produit dans le cadre d'une opération d'ACC ;
- Y compris dans le cas où la centrale de production est installée sur le foncier de la collectivité.

Dans ce 2^{ème} cas de figure, il s'agit de donner les outils pour sécuriser le déploiement d'un projet en évitant, dans la mesure du possible, de recourir à des outils juridiques tels que la concession pour faciliter le déploiement des projets.

Avertissements

Cette flexibilité ne doit pas être faite au détriment de la robustesse juridique dans un cadre réglementaire fluctuant comme on le voit dans le cadre des discussions en cours sur le projet de loi

Par ailleurs, ces modèles n'ont pas encore donné lieu, à notre connaissance à interprétation ni du contrôle de légalité ni de la part du juge administratif ou judiciaire. Il convient ainsi de recommander la prudence ainsi qu'une veille juridique soutenue sur le sujet.

Dans un souci de simplification rédactionnelle, une liste des abréviations sera tenue à jour tout au long de l'étude. Un glossaire avec les définitions des termes nécessaires à la bonne compréhension des enjeux [à compléter en fin d'étude].

AAPC : avis d'appel public à la concurrence
ACI : autoconsommation individuelle
ACI TI : autoconsommation individuelle avec tiers investisseur
ACC : autoconsommation collectivité (générale)
ACC E : autoconsommation collective étendue
ACC P : autoconsommation collective patrimoniale
AMI : appel à manifestation d'intérêt
DLRO : date limite de remise des offres
BE : bail emphytéotique
BEA : bail emphytéotique administratif
BOAMP : bulletin officiel des annonces de marchés publics
CAO : commission d'appel d'offres
CCAP : cahier des charges administratives particulières
CGPPP : code général de la propriété des personnes publiques
COT : convention d'occupation temporaire
ENR : énergie renouvelable
JOUE : journal officiel de l'Union Européenne
MIS : manifestation d'intérêt spontanée
PMO : personne morale organisatrice
PPA : contrat direct d'achat de l'énergie
SPV : société de projet

Table des matières

1. BOUSSOLE DU GUIDE	4
2. PRESENTATION SOMMAIRE DES CAS D'USAGES	5
3. CAS 1 : ACHAT D'ENERGIE POUR UNE COLLECTIVITE DANS LE CADRE D'UN PROJET ACC	7
A. Le cadre général d'achat d'énergie pour une collectivité.....	7
B. Les spécificités de l'achat d'énergie renouvelable dans le cadre d'un projet ACC.....	11
C. Synthèse des points d'attention	13
4. CAS 2 : ACHAT D'ENERGIE A PARTIR D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE IMPLantee SUR LA PROPRIETE DE LA COLLECTIVITE.....	15
A. La procédure à mettre en place	15
B. Synthèse des points d'attention	16
5. CAS 3 : CAS PARTICULIER DU FONCIER DEJA ATTRIBUE ET GESTION APRES COUP DU CONTRAT DE FOURNITURE	18
6. CAS 4 : CAS PARTICULIER DE LA PRISE DE PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITE DANS LA SOCIETE DE PRODUCTION.....	19
ANNEXE 1 : TIMELINE PROCEDURE PASSATION MARCHÉ DE FOURNITURE ACC.....	20
ANNEXE 2 : FAQ.....	22

1. BOUSSOLE DU GUIDE

[Explication et justification des deux logigrammes : logigramme 1 fait apparaître le rôle de la collectivité (full scope / besoin d'explication pourquoi une collectivité a une place spécifique dans un projet d'ACC dont elle n'est pas à l'initiative) puis resserrement avec le logigramme 2 pour faire apparaître la typologie des différents cas étudié interface ACC / Collectivité]

Le présent guide est à destination des porteurs de projet impliqués dans les réseaux des Centrales Villageoises et Energie Partagée qui ont pour objectif de soutenir et développer un projet d'autoconsommation collective (ACC) dans lequel peut être impliqué une collectivité en tant que consommateur final. Les collectivités doivent respecter les règles de la commande publique pour répondre à leurs besoins en tant que pouvoir adjudicateur. De plus, la loi APER du 10 mars 2023 stipule que les contrats de vente d'énergie dans le cadre d'une opération d'autoconsommation collective sont soumis à la commande publique.

Ce guide vise à clarifier la procédure et le type de contrat que les collectivités doivent utiliser dans le cadre de leur adhésion en tant que consommateur d'un projet d'autoconsommation collective développé par les Centrales Villageoises.

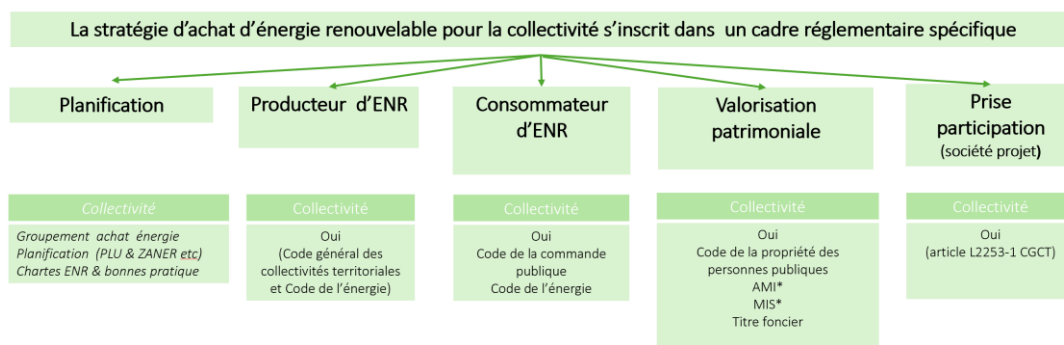


Schéma n°1 – Collectivité et implications

Cette implication d'une collectivité dans plusieurs modèles contractuels possibles en vue de la production et/ou de la consommation d'énergie produite dans le cadre d'un projet d'autoconsommation est susceptible de créer de la confusion sur les procédures à mobiliser.

Selon les différents cas d'usage sommairement énumérés ci-dessous, ce guide a pour objet de décrire la/les procédures mobilisables et les points de vigilances associés.

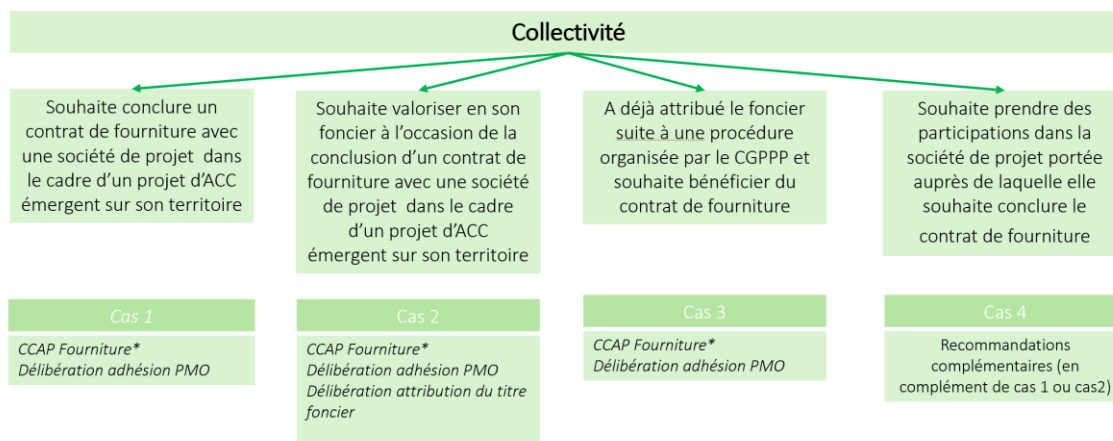


Schéma n°2 – Collectivité et cas d'usage – ACC

2. PRESENTATION SOMMAIRE DES CAS D'USAGES

- **Cas 1 : collectivité acheteuse « simple » d'un contrat de fourniture d'énergie.** Ici la collectivité n'est pas à l'origine du projet et ne met pas de foncier à disposition. Elle est ici seulement acheteuse de l'énergie produite par la société de projet. Il s'agit de dérouler le cadre réglementaire dans lequel s'inscrit cet achat en faisant apparaître le schéma procédural et le cas échéant les possibles exceptions.

Outils et documents associés :

- CCAP Fourniture (quantité / durée – amortissement projet)
- Délibération adhésion à l'opération ACC (uniquement pour l'adhésion à la PMO)

- **Cas 2 : Collectivité acheteuse prévoit de mettre à disposition son foncier dans le cadre de l'opération d'autoconsommation collective.** Ici la Collectivité est acheteuse de l'énergie et intervient indirectement dans le projet d'autoconsommation collective en mettant son foncier à la disposition de la société. Tout comme le cas précédent il s'agit ici de rappeler les liens existants entre les deux champs réglementaires et le fondement juridique qui permette d'« absorber » le volet foncier.

Outils et documents associés :

- CCAP Fourniture (quantité / durée – amortissement projet)
- Délibération adhésion à l'opération ACC (uniquement pour l'adhésion à la PMO) ;
- Délibération participation à l'opération ACC (uniquement pour le volet foncier)
- Clauses du titre foncier (exemple – liés à la fin du contrat – réversibilité)

- **Cas 3 : Foncier déjà attribué et gestion « après coup » du contrat de fourniture**

Le cas d'usage étudié ici concerne la situation dans laquelle la collectivité a déjà organisé un appel à manifestation d'intérêt en vue de délivrer un titre foncier à la société de projet (ou elle a effectué la publicité requise pour donner suite à une manifestation d'intérêt spontanée) et elle souhaite acheter une partie de l'énergie produite par l'installation dans le cadre du projet d'autoconsommation collective. Ce cas d'étude contient de nombreux sous-cas en pratique selon l'avancement du projet :

- foncier déjà attribué mais centrale non construite

- foncier déjà attribué, centrale construite mais opère uniquement en vente totale (pas d'ACC)
- foncier déjà attribué, centrale construite et opération ACC en cours avec d'autres consommateurs
- foncier déjà attribué, centrale construite et opération ACC en cours y compris avec la collectivité qui a signé un contrat pour acheter de l'électricité hors procédures de publicité et mise en concurrence (marché inférieur à 40 k€)

Comment faire ? il s'agit ici d'explorer les voies possibles pour sécuriser le projet compte tenu de l'organisation préalable d'une procédure fondée sur les dispositions du code général de la propriété des personnes publiques.

Avertissement : ces cas d'usage sont par définition soumis à un fort risque juridique et ne doivent pas être retenus comme référence mais comme des cas dans lesquels on recherche en priorité une atténuation du risque juridique.

- **Cas 4 : Prise de participation de la collectivité consommatrice**

Ces cas visent la possibilité pour la collectivité d'entrer au capital de la société de projet. La temporalité joue ici un rôle particulier dont il faut tenir compte pour protéger l'ensemble des acteurs. Seront ici prise en compte bien entendu les spécificités des sociétés de projet portées par les Centrales Villageoises (dans le cadre de la gouvernance).

3. CAS 1 : ACHAT D'ÉNERGIE POUR UNE COLLECTIVITE DANS LE CADRE D'UN PROJET ACC

Les collectivités territoriales sont des pouvoirs adjudicateurs, au sens de l'article L.1211-1 1° du Code de la commande publique, en ce sens elles sont soumises aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par le Code de la commande publique. Afin de pouvoir appréhender tous les aspects des obligations qui en découlent, il est nécessaire de rappeler le cadre général relatif à l'achat d'énergie (A) puis, dans un second temps, de s'intéresser aux spécificités découlant de la production en opération d'ACC (B).

A. Le cadre général d'achat d'énergie pour une collectivité

- 1) Le marché public de fourniture vecteur contractuel de l'achat d'énergie des acheteurs publics :

Il existe deux sortes de contrats de la commande publique : d'une part les marchés publics qui sont définis à l'article L.1111-1 du Code de la commande publique et d'autre part les concessions qui sont définies à l'article L.1121-1 du même code.

L'achat d'énergie par une collectivité, sans qu'il soit nécessaire de le démontrer, est un marché public dans la mesure où les concessions ne peuvent avoir comme objet principal des fournitures.

« Un marché est un contrat conclu par un ou plusieurs acheteurs soumis au présent code avec un ou plusieurs opérateurs économiques, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, en contrepartie d'un prix ou de tout équivalent. » L1111-1 du Code de la commande publique

« Un marché de fournitures a pour objet l'achat, la prise en crédit-bail, la location ou la location-vente de produits. Il peut comprendre, à titre accessoire, des travaux de pose et d'installation. » L1111-3 du Code de la commande publique

En une phrase :

Les contrats d'achat d'énergie des acheteurs publics sont des marchés publics de fournitures.

- 2) Techniques d'achat et formes des prix

Le marché public de fourniture d'énergie peut revêtir plusieurs formes en fonction de la stratégie achat de la collectivité. Le marché peut soit prendre la forme d'un marché « classique » ou d'un accord-cadre.

Les marchés « classiques » sont calqués sur les pratiques du privé en matière de contractualisation de la fourniture d'énergie. Le contrat détermine le prix du kWh et le titulaire du marché facture à l'acheteur, selon un échéancier déterminé par le contrat, le montant des prestations consommées suivant la formule suivante :

$$M = Q \times P$$

M : montant de la facture (en €) ;

Q : Quantité d'énergie réellement consommée sur la période (en kWh) ;

P : Prix du kWh fixé par le marché et révisé par application de la formule de révision des prix le cas échéant (en €/kWh).

Les prix peuvent également revêtir la forme d'un prix forfaitaire applicable à tout ou partie des prestations exécutées ou livrées¹. Toutefois, cette modalité demeure particulièrement rare pour les marchés de fourniture, pour lesquels les prix sont généralement liés aux volumes effectivement consommés. Certaines prestations accessoires, telles que la mise à disposition d'un outil de suivi de la consommation, la gestion des données ou d'autres services annexes liés à la fourniture d'électricité, peuvent faire l'objet d'une rémunération forfaitaire, venant ainsi compléter les prix unitaires appliqués à la consommation d'énergie proprement dite.

Les accords-cadres sont une technique d'achat qui permettent à l'acheteur de sélectionner un ou plusieurs fournisseurs en vue de conclure un contrat établissant tout ou partie des règles relatives aux commandes à passer durant la durée de l'accord-cadre².

Si l'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles, il donne lieu à la conclusion de marchés subséquents et à l'inverse s'il fixe l'ensemble des stipulations contractuelles, il s'exécute via l'émission de bons de commande³.

Si les accords-cadres à bons de commande constituent la technique d'achat la plus couramment mobilisée par les acheteurs publics pour les marchés de fournitures, ils se révèlent inadaptés à l'achat d'énergie. En effet, leur mise en œuvre suppose l'émission préalable d'un bon de commande déterminant les quantités commandées avant la livraison. Or, concernant l'achat d'énergie, il est impossible d'anticiper avec une précision suffisante la consommation réelle de l'acheteur public sur la période couverte par le bon de commande. Cette incertitude rend le recours à cette forme d'accord-cadre peu pertinent.

En conséquence, les acheteurs publics privilégient généralement soit le recours à un marché classique à prix unitaire soit la passation d'un accord-cadre exécuté par marchés subséquents permettant de remettre en concurrence les titulaires de l'accord-cadre.

En une phrase :

Les marchés classiques constituent la forme de marché la plus adaptée pour l'achat d'énergie. Toutefois il est possible de prévoir un accord-cadre multi-attributaire s'exécutant via la passation de marchés subséquents.

3) Durée du contrat

La durée maximale d'un marché de fourniture d'énergie varie en fonction de la technique d'achat utilisée :

- Concernant les accords-cadres leur durée maximum est de 4 ans⁴ ;
- Concernant les marchés « classiques » la durée maximale doit être définie en tenant compte de la nature des fournitures et de la nécessité d'une remise en concurrence périodique⁵.

Ainsi, lorsque le choix se porte sur un marché « classique », l'acheteur public devant concilier plusieurs objectifs majeurs : garantir la sécurisation de l'approvisionnement sur une période suffisamment longue pour assurer la continuité, bénéficier d'une tarification avantageuse et respecter les principes

¹ [Article R2112-6 du Code de la commande publique](#)

² [Article L2125-1 du Code de la commande publique](#)

³ [Article R2162-2 du Code de la commande publique](#)

⁴ [Article L2125-1 1° du Code de la commande publique](#)

⁵ [Article L2112-5 du Code de la commande publique](#)

de la commande publique. À cette fin, la durée moyenne de ce type de marché se situe généralement entre deux et trois ans, ce qui permet d'équilibrer la stabilité contractuelle et l'adaptabilité aux évolutions du marché de l'énergie

En une phrase :

Durée maximale de quatre ans pour les accords-cadres et durée adaptée à l'objet du marché pour les marchés « classiques »

4) Allotissement

Le Code de la commande publique impose dès lors qu'il est possible de distinguer des prestations distinctes que le marché soit passé en lots séparés⁶. Concernant les marchés de fourniture d'énergie électrique les allotissements les plus communément admis en fonction des besoins spécifiques de l'acheteur public sont :

- Allotissement par profil de consommation permettant de faire la distinction entre la spécificité des points de livraison (exemple : lot n°1 : site à basse tension, lot n°2 : sites à haute tension ...);
- Allotissement par usage spécifique (exemple : Lot 1 : Points de livraison pour éclairage publics ; Lot 2 : Points de livraison pour recharge de véhicule électrique) ;
- Allotissement par zone géographique ;
- Allotissement par l'origine de la production de l'énergie (exemple : Lot 1 : Electricité issue d'une production renouvelable, Lot 2 : Electricité « standard »)

En une phrase : Le choix de l'allotissement dépend en grande partie des besoins de l'acheteur et de sa stratégie achat.

5) Détermination de la procédure d'attribution et computation des seuils

Avant de déterminer la procédure applicable à un marché de fourniture d'électricité, l'acheteur public doit procéder à une évaluation globale et sincère de ses besoins sur une période cohérente. Cette évaluation ne s'apprécie pas uniquement au regard du marché envisagé mais sur l'ensemble de ses besoins relevant la même famille homogène. Cela est possible notamment au moyen de la nomenclature achat de l'acheteur public, cette dernière constituant un outil structurant pour regrouper les besoins selon des familles homogènes de fournitures.

Concernant la fourniture d'énergie électrique, cela signifie que tous les besoins portant sur la fourniture d'énergie électrique pour les bâtiments publics, l'éclairage public ou encore les infrastructures techniques doivent être additionnés pour déterminer le montant total du besoin. Ce montant permet ensuite de fixer la procédure applicable.

⁶[Article L2113-10 du Code de la commande publique](#)

Montant estimé du besoin	Procédure requise	Publicité et mise en concurrence	Négociations
Strictement inférieur à 40 000 € H.T Article R.2122-8	Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable	Contrat écrit obligatoire à partir de 25 000 € H.T. Pas de publicité ni de mise en concurrence imposée. Mais les principes de la commande publique s'appliquent (transparence, égalité de traitement, liberté d'accès, développement durable).	Possibles
Compris entre 40 000 € et 90 000 € H. T	Marché à procédure adaptée (MAPA)	Publicité et mise en concurrence obligatoire. Les modalités de publicité sont libres et doivent être adaptées à l'objet du marché (C. commande publique, art. R.2131-12 1°).	Possibles
Compris entre 90 000 € et 221 000 H.T	MAPA	Publicité et mise en concurrence obligatoire. Obligation de publicité de l'AAPC au BOAMP ou dans un journal habilité à recevoir des annonces légales (C. Commande publique, art. R.2131-12 2)	Possibles
Supérieur ou égal à 221 000 € H.T	Procédures formalisées	Obligation de suivre une des procédures formalisées définies par Code de la commande publique. Obligation de publication de l'AAPC au BOAMP et au JOUE (C. Commande publique, art. R.2131-16)	La procédure de principe étant l'appel d'offre il n'est en principe pas possible de négocier sauf utiliser une procédure dérogatoire le permettant (dialogue compétitif ou procédure négociée).

Précisions :

- Dans le tableau ci-dessus, les seuils s'appliquent sur le montant total du marché, et non pas par année ou par lot.
- Pour déterminer son besoin en ACC, la collectivité peut partir de son besoin "brut" en électricité, et y appliquer un pourcentage cible de taux d'autoproduction pour les bâtiments considérés. Elle obtient alors une estimation de son besoin d'électricité en ACC.
- Le contenu du CCAP est la même quel que soit le seuil du marché public. C'est le règlement de consultation qui sera différent selon les seuils, puisque ce dernier a pour objet de définir la procédure d'attribution du marché.

En une phrase :

La computation des seuils s'apprécie à l'échelle des besoins homogènes, sur une période cohérente et pour des prestations susceptibles de faire l'objet d'un même marché.

B. Les spécificités de l'achat d'énergie renouvelable dans le cadre d'un projet ACC

1) La compatibilité avec le marché de fourniture principal

L'achat d'électricité produite via une opération d'ACC a pour particularité qu'il doit s'intégrer dans la stratégie d'achat d'énergie globale portée par l'acheteur public.

A cet effet, le contrat de fourniture « ACC » doit être compatible avec la convention de groupement d'achat d'énergie (1) lorsque la collectivité est membre d'un tel groupement et ne doit pas porter atteinte à un droit d'exclusivité consentie par ailleurs par l'acheteur public auprès de son fournisseur (2).

Etape 1 : contrôle de la compatibilité d'un contrat de fourniture « ACC » avec le groupement de commande pour l'achat d'énergie

Avant d'envisager la conclusion d'un contrat de fourniture d'énergie dans le cadre d'un projet d'autoconsommation collective il est nécessaire pour l'acheteur public de s'assurer que son adhésion à un groupement d'achat d'énergie – souvent piloté par un syndicat d'énergie - lui en laisse la possibilité. En effet, les conventions constitutives de ces groupements, souvent exclusives, prévoient que les membres adhérents s'engagent à satisfaire l'ensemble de leurs besoins en électricité par l'intermédiaire des marchés ou accords-cadres passés par le groupement.

Dès lors, si la convention ne prévoit pas explicitement la faculté pour ses membres de s'approvisionner en dehors de ce cadre pour des opérations spécifiques comme l'autoconsommation collective, l'acheteur pourrait se trouver lié et empêché de contracter librement avec un tiers.

Il est donc indispensable, en amont, que l'acheteur public procède à une analyse de la convention de groupement afin de vérifier si elle autorise des achats en dehors d'énergie en dehors de son périmètre. À défaut, une adaptation de la convention ou une demande dérogatoire au coordonnateur du groupement pourrait s'avérer nécessaire afin de sécuriser juridiquement l'opération envisagée.

En une phrase :

Avant tout projet de contrat de fourniture avec un tiers (avec une opération d'ACC par exemple), il est nécessaire que l'acheteur public s'assure que la convention qui le lie à son groupement d'achat le lui permette. Dans le cas contraire, il est possible de demander un avenant à la convention de groupement ou une dérogation.

Etape 2 : contrôle du respect du principe d'exclusivité du titulaire du contrat de fourniture principal

Initialement, le Code des marchés publics, abrogé depuis le 23 juillet 2015, prévoyait le droit d'exclusivité comme suit :

« III. - Pour des besoins occasionnels de faible montant, le pouvoir adjudicateur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1 % du montant total du marché, ni la somme de 10 000 Euros HT. »

Sous l'égide de l'ancien droit, les juridictions administratives considéraient que le préjudice résultant d'une atteinte à ce droit d'exclusivité n'était certain, pour les titulaires d'un marché à bons de commande (ancien nom des accords-cadres à bons de commande), uniquement lorsque ce marché était passé avec un montant ou une quantité minimale de commande.

Toutefois, le Code de la commande publique, qui remplace le Code des marchés publics, ne fait plus mention de cette exclusivité. Depuis cette évolution législative, les juridictions administratives n'ont pas pris de décision permettant de confirmer ou d'infirmer la continuité de ce principe en droit positif.

C'est dans ce cadre, qu'une question a été posée au législateur, dont la réponse, publiée au Journal Officiel du 20 février 2018, précise que : « *Un accord-cadre demeure, sous l'empire des textes entrés en vigueur le 1er avril 2016, un système fermé pendant toute sa durée d'exécution. Une fois l'accord-cadre conclu, seuls son ou ses titulaires peuvent se voir attribuer les bons de commande ou marchés subséquents faisant l'objet de ce marché public.* »

La réponse ministérielle précise par ailleurs que : « *Cependant, les acheteurs publics ont désormais une liberté plus grande de prévoir contractuellement des exceptions à ce principe d'exclusivité. Ils peuvent définir, dans l'accord-cadre, les limites de leur engagement contractuel. En dehors de ces limites, l'acheteur est libre de recourir à d'autres opérateurs économiques que le titulaire d'un accord-cadre, pour les mêmes besoins. L'acheteur doit insérer de manière expresse, dans les documents contractuels du marché, une clause stipulant qu'il se réserve la possibilité de recourir à des tiers pour certains types de prestations prévues au contrat et ce, sous certaines conditions déterminées.* ».

En d'autres termes, désormais, **les acheteurs publics peuvent contractuellement limiter cette exclusivité**, à condition d'insérer des **clauses claires et précises** dans l'accord-cadre, définissant le périmètre, le montant estimatif (au prorata de la durée de l'accord-cadre) et les conditions dans lesquelles un recours à des tiers est autorisé (tel que précisé dans la réponse ministérielle).

En l'absence d'une telle clause, **le principe d'exclusivité s'applique par défaut**, de sorte que si le contrat prévoit des **montants ou quantités minimaux**, un **risque indemnitaire pourra être caractérisé**. En revanche, si aucun minimum n'est prévu, aucun engagement n'est garanti, donc **aucun préjudice indemnisable** ne peut être invoqué.

Par ailleurs, le droit d'exclusivité conféré au titulaire se limite strictement au périmètre de l'accord-cadre dont il est titulaire. Il est donc possible d'imaginer que dans le cas d'un accord-cadre relatif à la fourniture d'électricité ne provenant pas d'une source d'EnR, le principe d'exclusivité ne limiterait pas la possibilité de la collectivité de conclure un contrat ayant pour objet la fourniture d'électricité EnR.

En une phrase :

Il est nécessaire avant le lancement d'une consultation ayant pour objet de rejoindre une opération d'ACC de s'assurer que le fournisseur principal de l'acheteur ne soit pas bénéficiaire d'un droit d'exclusivité.

Si aucune stipulation du marché principal ne vient encadrer le principe d'exclusivité il est recommandé de solliciter une modification du marché par avenant afin de sécuriser l'intégration de l'acheteur dans l'opération d'ACC.

2) La durée du contrat de fourniture d'électricité « ACC »

La durée de ces contrats est un point clé, car elle conditionne, d'une part, pour l'opérateur la bancabilité du projet et la stabilité du modèle économique. D'autre part, pour l'acheteur, la durée

constitue un enjeu juridique au regard des règles de la commande publique comme rappelé en *supra* (A, 3°).

Dans le cadre d'opération permettant aux collectivités de s'approvisionner en énergie renouvelable, le législateur a souhaité apporter une certaine flexibilité quant à la durée des contrats notamment dans le cadre d'opération collective en considérant que :

« La durée du contrat est définie en tenant compte de la nature des prestations et de la durée d'amortissement des installations nécessaires à leur exécution, y compris lorsque le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice n'acquiert pas ces installations » (C. Energie, art. L.331-5).

En pratique, le Code de l'énergie permet une dérogation à la règle énoncée en *supra* (A, 3°) sur la durée maximale des contrats de fourniture des acheteurs publics. Il est possible pour les marchés de fourniture d'électricité « ACC » de prévoir une durée maximale égale à la durée d'amortissement des installations.

La durée d'amortissement étant directement liée aux caractéristiques des installations, il est recommandé de réaliser un sourcing spécifique (obligation de moyens) lors de chaque consultation afin de déterminer avec précision la durée maximale pertinente pour le contrat. À titre indicatif, et pour donner un ordre de grandeur, la durée d'amortissement d'une installation photovoltaïque est généralement estimée à vingt ans.

C'est *in fine* la collectivité qui fixe la durée du marché, de manière unilatérale, en fonction des résultats de son sourcing. Cette durée est précisée dans le dossier de consultation.

En une phrase :





Les dispositions du Code de l'énergie permettent une dérogation concernant la durée maximale des contrats de la commande publique ayant pour objet la fourniture d'énergie renouvelable et notamment pour les contrats de fourniture d'énergie électrique issue d'une opération d'ACC.

3) La définition du besoin

La collectivité territoriale définit son besoin en électricité EnR issu d'une opération ACC selon les dispositions présentées au chapitre précédent (A. 5)). Elle doit, dans sa délibération, bien préciser que son besoin porte sur la fourniture d'énergie en autoconsommation collective et justifier de la durée du marché. Ce point permet de restreindre l'éligibilité au marché aux installations de production respectant le critère de proximité de l'ACC (voir la FAQ en Annexe 2 pour plus de détails).

C. Synthèse des points d'attention

1) Synthèse des points de contrôles :

Analyse de la convention de groupement	Analyse du contrat de fourniture principal	Détermination de la durée du contrat	Détermination de la procédure applicable
<ul style="list-style-type: none"> Vérifier si une convention de groupement engage l'acheteur concernant sa fourniture en énergie. Solliciter un avenant à la convention le cas échéant. 	<ul style="list-style-type: none"> Vérifier si le contrat de fourniture principal encadre le droit d'exclusivité du titulaire. Solliciter un avenant de l'accord-cadre ou du marché le cas échéant. 	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser un sourcing et une analyse technique des besoins de la collectivité pour déterminer la durée des amortissements d'installations de production adaptées à son besoin. 	<ul style="list-style-type: none"> Réaliser une estimation sincère du montant du besoin en utilisant la nomenclature achat de la collectivité. Appliquer les règles de computation des seuils pour déterminer la procédure applicable en fonction du montant estimé.
			

2) Contenu du dossier de consultation des entreprises (DCE) :

Pièces du DCE	Observations / éléments clés
Règlement de la Consultation (RC)	Une attention toute particulière sur les critères de candidature afin de s'assurer que les candidats respectent les dispositions du Code de l'énergie.
Acte d'Engagement (AE)	Cf modèle L'acte d'engagement devra reprendre la durée du marché avec la justification de l'article L331-5 du Code de l'énergie.
Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)	Cf. modèle
Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)	Le CCTP devra définir avec précision les adresses des points de livraison et leurs périmètres géographiques d'éligibilité à une opération d'ACC.
Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et Détail Quantitatif Estimatif (DQE)	Le BPU devra permettre de déterminer le prix du kWh.

3) Chronologie de passation du marché

Les étapes de passation du marché et les délais associés à chaque phase sont présentés dans la frise chronologique en Annexe 1 du guide.

4. CAS 2 : ACHAT D'ÉNERGIE A PARTIR D'UNE CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE IMPLANTÉE SUR LA PROPRIÉTÉ DE LA COLLECTIVITÉ

Dans ce cas d'usage l'acheteur public souhaite valoriser son foncier afin qu'un opérateur y établisse tout ou partie de l'unité de production de l'ACC.

A. La procédure à mettre en place

La mise à disposition du foncier d'une personne publique est en principe régit par l'article L2122-161 du Code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP) qui impose une procédure de sélection préalable à l'attribution du titre foncier :

« Sauf dispositions législatives contraires, lorsque le titre mentionné à l'article L. 2122-1 permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, l'autorité compétente organise librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester. »

Toutefois, l'article L2122-1-2 2° du CGPP déroge à ce principe et permet à un acheteur public d'attribuer un titre foncier concomitamment à l'attribution d'un contrat de la commande publique :

« (...) 2° Lorsque le titre d'occupation est conféré par un contrat de la commande publique ou que sa délivrance s'inscrit dans le cadre d'un montage contractuel ayant, au préalable, donné lieu à une procédure de sélection ; (...) »

Dès lors, lorsque l'acheteur public à l'issue d'une procédure de publicité et de mise en concurrence attribue un marché de fourniture d'électricité renouvelable issue d'une opération d'ACC il a également la possibilité d'attribuer un titre foncier au titulaire du marché lui permettant de réaliser les unités de production dans un périmètre géographique compatible avec les points de livraison de l'acheteur.

A cet effet pour assurer le respect du principe de transparence et d'égalité de traitement, il est recommandé à l'acheteur public de préciser dès la phase de consultation du marché de fourniture qu'un titre foncier sera accordé pour l'implantation de l'outil de production. Il serait également diligent d'intégrer le projet de titre foncier envisagé par l'acheteur dans le DCE du marché.

Le préambule de ce titre foncier pourra utilement être complété par une mention de ce type :

"Conformément à l'article L2122-1-2 2° du CGPP, la présente convention d'occupation temporaire du domaine public a été attribuée dans le cadre d'un contrat de la commande publique ayant donné lieu à une procédure de sélection initiée le XX/XX/20XX et clôturée par une délibération d'attribution du marché en date du XX/XX/20XX."

Du point de vue du candidat, la difficulté de ce montage est qu'il devra se positionner sur un tarif de vente ACC dans le cadre de la réponse au marché de fourniture, sans avoir fait les études ou démarches lui permettant de connaître le coût exact de son investissement (éventuels coûts de renforcement du bâtiment, coût du raccordement, etc.).

Plusieurs pistes ont été explorées pour répondre à cet enjeu de calendrier et limiter les risques pour le Producteur :

- Clause de révision du prix dépendant des frais de mise en place de la centrale PV : impossible de prévoir dans le marché de fourniture un tel mécanisme, car la construction de la centrale PV n'est pas l'objet du marché.

- Conditions suspensives permettant d’annuler le marché si le modèle économique du Producteur n’est plus viable : envisageable (**prévu en option dans le modèle de CCAP**) mais implique un risque que des candidats gagnent le marché avec des proposition très alléchantes et se retirent par la suite.
- Réalisation d’une étude de faisabilité sur l’équipement PV du bâtiment par la collectivité au préalable : possible. La collectivité devra dans ce cas intégrer les résultats de l’étude dans son DCE, en précisant que cette étude a pour objet de sécuriser le marché de fourniture.






En une phrase :

L’attribution d’un titre foncier sur le domaine public ou privé de la collectivité peut être réalisé concomitamment à l’attribution du marché de fourniture conformément aux dispositions de l’article L2122-1-2 2° du CGPP.


Il est recommandé à l’acheteur de préciser que l’attributaire du marché de fourniture bénéficiera d’un titre foncier et de joindre un projet de titre au DCE.

B. Synthèse des points d’attention

1) Synthèse des points de contrôles

Analyse de la convention de groupement	Analyse du contrat de fourniture principal	Elaboration du titre foncier	Détermination de la durée du contrat	Détermination de la procédure applicable
<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier si une convention de groupement engage l’acheteur concernant sa fourniture en énergie. • Solliciter un avenant à la convention le cas échéant. 	<ul style="list-style-type: none"> • Vérifier si le contrat de fourniture principal encadre le droit d’exclusivité du titulaire. • Solliciter un avenant de l’accord-cadre ou du marché le cas échéant. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser un audit du foncier pressenti afin de déterminer quel régime est applicable (domaine public / domaine privé) et de la compatibilité des règles d’urbanisme avec le projet. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser un sourcing et une analyse des techniques des besoins de la collectivité pour déterminer la durée des amortissements d’installations de production adaptées à son besoin. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réaliser une estimation sincère du montant du besoin en utilisant la nomenclature achat de la collectivité. • Appliquer les règles de computation des seuils pour déterminer la procédure applicable en fonction du montant estimé.
				

2) Contenu du DCE

Pièces du DCE	Observations / éléments clés
Règlement de la Consultation (RC)	<p>Une attention toute particulière sur les critères de candidature afin de s'assurer que les candidats respectent les dispositions du Code de l'énergie.</p> <p>Le Règlement de la consultation devra préciser quel type de titre foncier sera attribué au titulaire du marché.</p>
Acte d'Engagement (AE)	L'acte d'engagement devra reprendre la durée du marché avec la justification de l'article L331-5 du Code de l'énergie.
Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)	<p>Cf. modèle</p> <p>Le CCAP devra définir l'autonomie du marché de fourniture par rapport au titre foncier afin de ne pas se retrouver dans une situation où la résiliation du marché entraînerait une résiliation du titre foncier.</p>
Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)	<p>Le CCTP devra définir avec précision les adresses des points de livraison et leurs périmètres géographiques d'éligibilité à une opération d'ACC.</p> <p>Le CCTP devra se limiter à la description du besoin en énergie</p> <p>Attention : Le besoin du marché doit rester la fourniture d'électricité. La mise à disposition ne doit pas pouvoir être interprétée comme un marché de travaux déguisé pour la construction d'une centrale (la collectivité ne doit pas encadrer les caractéristiques techniques de la centrale).</p> 
Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et Détail Quantitatif Estimatif (DQE)	Le BPU devra permettre de déterminer le prix du kWh.
Le projet de titre foncier	<p>Il est conseillé de joindre un projet du titre foncier envisagé afin d'assurer la bonne information à tous les candidats potentiels.</p> <p>Le projet de titre foncier doit notamment préciser le montant de la redevance associée.</p>

3) Chronologie de passation du marché

Les étapes de passation du marché et les délais associés à chaque phase sont présentés dans la frise chronologique en Annexe 1 du guide.

5. CAS 3 : CAS PARTICULIER DU FONCIER DEJA ATTRIBUE ET GESTION APRES COUP DU CONTRAT DE FOURNITURE

La problématique mise en évidence par ce cas particulier tient principalement au facteur temporel. Les études liées au déploiement d'un projet photovoltaïque peuvent être longues et mobiliser des ressources financières et techniques.

La phase développement d'un projet photovoltaïque est par ailleurs soumise à des aléas tant réglementaires que financiers qui implique que la stratégie initialement étudiée pour un projet ne puisse pas/plus être mise en œuvre (cas des modifications des tarifs dits S21 par exemple).

Les porteurs de projet peuvent ainsi se trouver dans la configuration dans laquelle un projet d'autoconsommation collective émerge sur le territoire alors que la procédure de sélection du foncier (terrain d'assiette de l'outil de production) est en cours / terminé / délibéré.

Dans ce cas de figure, il revient à la collectivité d'arbitrer pour savoir si elle envisage de mettre un terme à la procédure de sélection préalable (type AMI) si c'est encore possible selon son état d'avancement et relancer une procédure : nous renvoyons ici au cas 2.

Pour les cas où cette procédure est déjà clôturée et délibérée (concerne également les cas où la centrale est même déjà en exploitation), il s'agit ici de savoir si en l'état du contexte local il est envisageable ou non de mettre en place une procédure sans mise en concurrence du fait d'absence de concurrence pour des raisons techniques sur le fondement de l'article R 2122-3 du Code de la commande publique (voir la FAQ en Annexe).



Dans le cas où l'attribution du marché de fourniture est passé sans procédure et mise en concurrence (conditions détaillées dans la FAQ), il faudra que la collectivité soit en mesure de pouvoir motiver en fait et en droit la délibération d'attribution du marché.

A défaut, la collectivité s'expose à un risque de recours d'opposition au projet, de la part de tout élus ou d'un citoyen justifiant d'un intérêt à agir en raison de manque de transparence, de concurrence déloyale ou de concussion.

Ce recours en contestation de la validité d'un contrat public peut être introduit par toute personne justifiant d'un intérêt à agir, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution. En l'absence de publicité régulière d'attribution, le délai raisonnable dit "Czabaj" s'applique, confirmé par le Conseil d'État dans l'arrêt SEATEAM (CE, 9 déc. 2022, n°460100) ce délai raisonnable est d'un an.

NOTA : le fait que les unités de production soient déjà en service n'a pas d'impact sur la forme et la conception du marché de fourniture.

6. CAS 4 : CAS PARTICULIER DE LA PRISE DE PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITE DANS LA SOCIETE DE PRODUCTION

La problématique posée par ce cas de figure peut recouvrir plusieurs situations dans le temps.

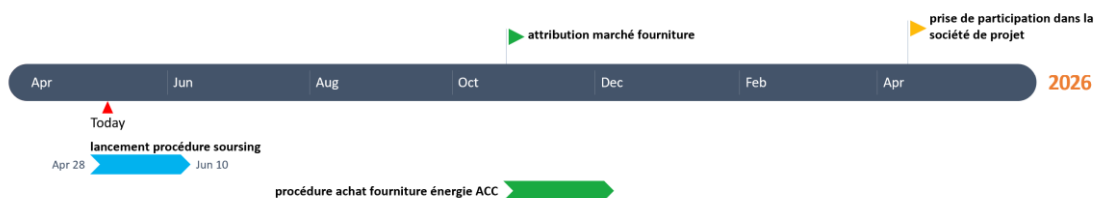
On rappelle qu'une prise de participation par une collectivité ou un groupement de collectivité dans une société de projet est prévue par les dispositions de l'article L2253-1 du CGCT. Cette faculté d'action est dérogoire à l'interdiction de toute prise de participation dans une société commerciale.

Compte tenu de la structuration de la gouvernance des sociétés du réseau des Centrales Villageoises, il est précisé que la collectivité n'aurait, en tant qu'actionnaire, pas de voix prépondérante et in fine autant de rôle dans la gouvernance que les autres partenaires (sur le principe d'une personne = une Voix). Il va sans dire que cette prise de participation ne dispense aucunement la collectivité de respecter les règles de la commande publique.

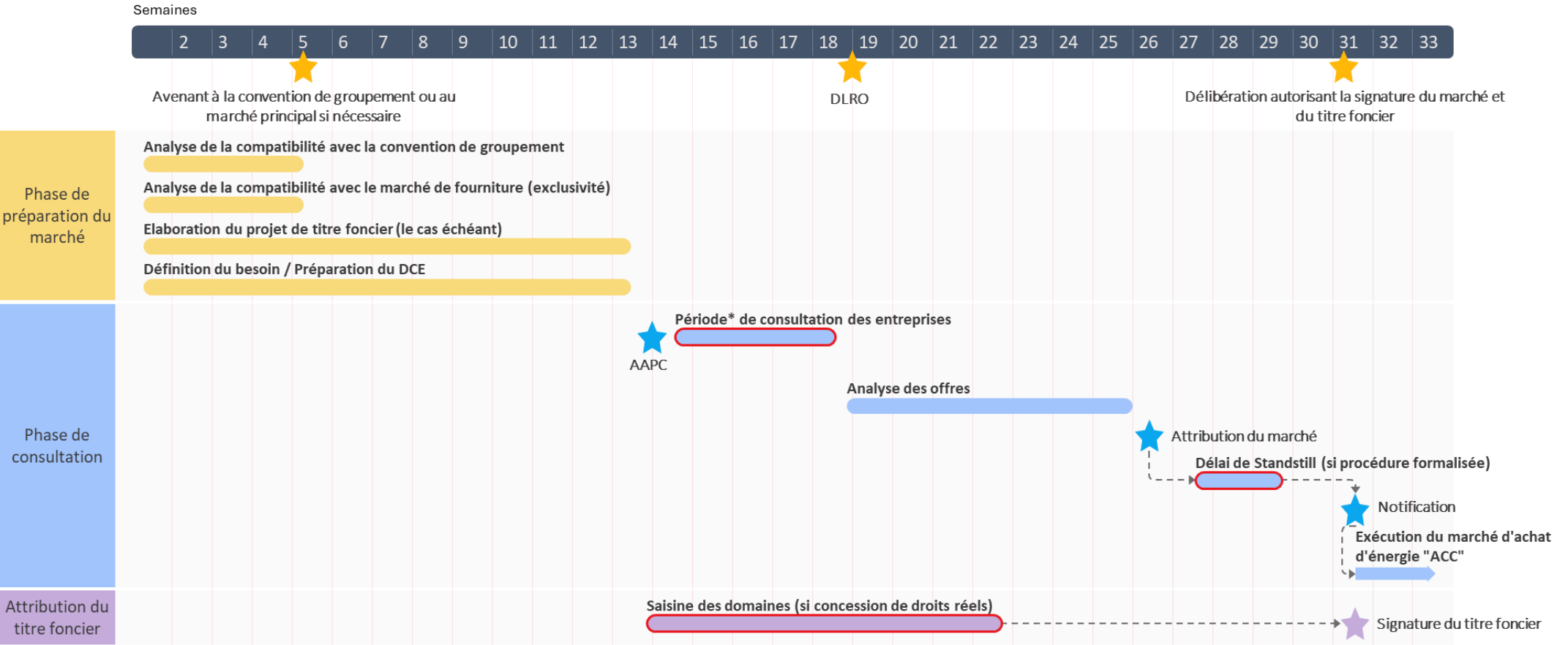
Par la mobilisation de ce mode d'action, la commune fait le choix d'une participation « indirecte » à la production d'EnR sur son territoire (dans le sens où elle n'assume pas la maîtrise d'ouvrage directe des travaux opérant les équipements photovoltaïques).

En l'espèce cette prise de participation ne doit pas interférer avec l'attribution du contrat de fourniture pour éviter tout soupçons de prise illégale d'intérêt ou de favoritisme. Les élus représentant de la société de projet devront se déporter dans tous les cas des délibérations attribuant le marché de fourniture à la société de Projet pour les cas où cette situation serait impossible à prévenir.

D'une manière générale, nous recommandons que la prise de participation puisse être faite une fois que la stratégie a été faite de manière claire et transparente après l'attribution du marché de la collectivité.



ANNEXE 1 : TIMELINE PROCEDURE PASSATION MARCHÉ DE FOURNITURE ACC



○ Délai légal et incompressible

* Durée incompressible en cas de procédure formalisée

Glossaire

AAPC : Avis d'Appel Public à la Concurrence est un document officiel publié par le pouvoir adjudicateur pour annoncer son intention de passer un marché public

DLRO : Date limite de remise des offres

DCE : Dossier de consultation des entreprises

CAO : Commission d'appel d'offre qui est l'organe chargé, pour les collectivités territoriales et les établissements publics locaux, d'examiner les candidatures et les offres et d'attribuer le marché (CGCT, art. L.1414-2 et L.1411-5).

Délai de Standstill : désigne une période pendant laquelle une décision ne peut pas être mise à exécution, afin de permettre aux candidats évincés d'exercer un recours éventuel.

GdC : Groupement de commande au sens du code de la commande publique (C. commande publique, art. L.2113-6 et suiv.)

Pouvoirs adjudicateurs : acheteurs soumis à la commande publique

ANNEXE 2 : FAQ

Q : Peut-on restreindre la mise en concurrence dans un marché public portant sur de l'électricité en autoconsommation collective ?

R : En principe, non. Les règles de la commande publique imposent le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de liberté d'accès à la commande publique. Cela signifie qu'un pouvoir adjudicateur ne peut ni restreindre artificiellement la concurrence ni favoriser certains candidats en fonction de leur origine géographique.

Cependant, lorsqu'un marché a pour objet la fourniture d'électricité dans le cadre d'une opération d'autoconsommation collective, une limitation géographique peut être justifiée par l'objet même du marché. En effet, l'article L. 315-2 du code de l'énergie prévoit que les participants à une opération d'autoconsommation collective doivent être situés dans un périmètre restreint autour du point de livraison commun. Par conséquent, la production d'électricité doit se faire à l'intérieur de ce périmètre, ce qui constitue une restriction objectivement liée à l'objet du contrat.

Attention : cette restriction ne permet en aucun cas de sélectionner ou d'avantager un candidat sur la seule base de sa provenance. Le respect des principes de la commande publique demeure : l'attribution doit reposer sur des critères objectifs, non discriminatoires et transparents.

Q : Un candidat peut-il moduler sa proposition financière après avoir été retenu, en fonction des résultats d'études qu'il mènera ensuite (ex. : étude structurelle) ?

R : **Non.**
Les propositions financières remises dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence doivent être fermes, définitives et non révisables après le dépôt des offres. Une modulation ultérieure, fondée sur des études postérieures à l'attribution du contrat, n'est pas conforme aux principes de transparence et d'égalité de traitement des candidats.

La seule modification du prix autorisée est celle prévue par les documents contractuels (révision, actualisation, clause spécifique à l'objet du marché).

Q : Le montage présenté (vente d'électricité par la société citoyenne à la collectivité en ACC) est-il compatible avec une prise de participation de la commune dans la société locale citoyenne si celle-ci est retenue dans le marché ? Pour précisions, dans les montages citoyens, la gouvernance est souvent coopérative et les collectivités actionnaires ont donc un droit de vote assez limité.

R : Oui, sous réserve du strict respect des règles applicables en matière de commande publique et de prévention des conflits d'intérêts.

Dans le cadre des projets portés par les sociétés citoyennes du type *Centrales Villageoises*, la gouvernance est en effet organisée selon des principes coopératifs, reposant généralement sur le mécanisme d'égalité entre les actionnaires (une personne = une voix), sans voix prépondérante pour les collectivités actionnaires. La commune, en tant qu'actionnaire, ne bénéficie ainsi d'aucun pouvoir de contrôle ou d'influence particulier par rapport aux autres associés. Cette absence de prérogative renforcée permet de caractériser une absence de lien de dépendance organique ou structurel

susceptible de créer une relation « in house », et évite ainsi le risque de remise en cause de la qualification du contrat au regard du droit de la commande publique.

En pratique, la participation de la collectivité au capital de la société citoyenne traduit un choix de soutien indirect à la production d'énergie renouvelable locale, sans que la commune assure elle-même la maîtrise d'ouvrage des équipements photovoltaïques.

Toutefois, cette situation n'exonère pas la collectivité de respecter intégralement les procédures de mise en concurrence prévues par le Code de la commande publique pour l'attribution du contrat d'achat d'électricité ou d'autoconsommation collective.

Afin d'écarter tout risque de prise illégale d'intérêts, de favoritisme ou de soupçon de conflit d'intérêts, il est recommandé que :

- les élus siégeant en tant que représentants de la collectivité au sein de la société citoyenne ne participent pas aux procédures de passation et de délibération concernant l'attribution du contrat à ladite société ; et
- une séparation stricte des activités soit organisée entre les fonctions exercées dans la société de projet par la collectivité et celles exercées en qualité d'acheteur dans le cadre de l'attribution et l'exécution du contrat.

Cette précaution vise à garantir la neutralité de la procédure d'attribution et la sécurité juridique de l'ensemble du montage.

Q : Peut-on appliquer l'article R2122-3 du code de la commande publique pour procéder à la signature du marché sans mise en concurrence préalable ? Si oui, quelle méthodologie adopter ?

R : Oui, sous conditions strictes tenant à l'existence d'une situation d'absence de concurrence effective pour des raisons techniques.

Dans le cadre des opérations d'autoconsommation collective, la fourniture d'électricité peut être juridiquement analysée comme un besoin spécifique et distinct de l'approvisionnement général en électricité renouvelable (PPA, tiers investissement, accords-cadres, etc.).

L'article R.2122-3 du Code de la commande publique permet, à titre dérogatoire, de conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence « lorsqu'un seul opérateur économique est en mesure de fournir la prestation, notamment pour des raisons techniques ».

Or, l'organisation même des opérations d'ACC repose sur :

- un périmètre géographique restreint, fixé par le gestionnaire de réseau (Enedis), conditionnant la liste des sites pouvant être regroupés en autoconsommation collective ;
- un ensemble d'autorisations, de conventions d'occupation du domaine, et d'investissements spécifiques liés à l'opérateur ayant porté le projet sur ce périmètre donné.

Dès lors, lorsque :

- une seule opération d'ACC est effectivement constituée et opérationnelle sur le périmètre concerné ;
- aucune autre opération concurrente n'est envisageable techniquement ou économiquement sur le même périmètre à court ou moyen terme ; et
- que la collectivité identifie la fourniture d'électricité produite en ACC comme un besoin différencié de son besoin habituel de fourniture d'énergie,

Alors le recours à l'article R.2122-3 est envisageable sous réserve de respecter les précautions de sécurisation juridique citées ci-dessus.

Q : Est-il possible que le contrat d'achat prévoit une prise de participation de la collectivité et/ou une gouvernance citoyenne ?

R : Oui. Dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence, il est possible d'introduire un critère ou une sous-pondération spécifique permettant d'évaluer la manière dont les candidats prennent en compte la volonté de la collectivité de favoriser une gouvernance citoyenne et/ou une prise de participation dans la société de production. Cette volonté doit être formulée dans le règlement de consultation et les modalités d'appréciation doivent être sans équivoque. Cette possibilité s'applique sous réserve de respecter les principes de non-discrimination, d'égalité de traitement et de transparence de la commande publique.

Q : La collectivité peut-elle s'engager à consommer un volume défini d'énergie ?

R : Oui la collectivité peut définir, en amont de la procédure de publicité et de mise en concurrence, une quantité minimum de consommation annuelle. Dans ce cas, la collectivité a une obligation de consommation et pourrait être en situation d'indemniser le titulaire du marché de fourniture si elle ne respecte son engagement.

Q : Le titulaire d'un marché de fourniture d'électricité doit-il détenir une autorisation de fourniture ?

R : Oui. Dans ce cadre l'article suivant avait été proposé dans le modèle de CCAP, à la suite de l'article 9 :

"Article 10 – Autorisation de fourniture"

Conformément aux dispositions de l'article L.333-1 du Code de l'énergie, le titulaire du marché doit justifier, pendant toute la durée d'exécution du contrat, de la détention d'une autorisation en cours de validité pour exercer l'activité de fourniture d'électricité délivrée par le ministre chargé de l'énergie ou de la délégation de ses obligations de fourniture à un tiers titulaire d'une telle autorisation.

Le titulaire devra s'engager à transmettre à l'acheteur, au plus tard à la notification du marché, une copie de ladite autorisation ainsi que, sur demande, tout document complémentaire justifiant de sa validité et de son champ d'application.

En cas de retrait, suspension, ou expiration de l'autorisation en cours de marché, le titulaire doit en informer sans délai l'acheteur. Ce dernier pourra alors résilier le marché aux torts du titulaire, sans préjudice de toute action en responsabilité ou demande de dommages et intérêts."

Commentaire Association Centrales Villageoises : En pratique à l'heure où nous écrivons ces lignes, aucun mécanisme de contrôle n'est mis en place au sujet de la détention de l'autorisation de fourniture par les producteurs ACC, et de nombreux producteurs ne respectent donc pas cette obligation. Les réseaux de l'énergie citoyenne contestent par ailleurs cette obligation, s'appuyant (entre autres) sur la [délibération de la CRE du 18 janvier 2024](#). De ce fait, l'article dédié à l'obligation de détention d'une autorisation de fourniture a été à notre demande supprimé du modèle de CCAP. Pour autant, les porteurs de projets ACC doivent avoir cette problématique en tête et ont un devoir d'information auprès de la collectivité porteuse du marché. Libre à elle ensuite d'imposer ou non cette contrainte dans son règlement de consultation et CCAP.